

Si le message ne s'affiche pas correctement, cliquer [ici](#) svp

Plateforme réformiste. Les sociaux-libéraux au sein du PS Suisse

Bulletin d'information no. 10 / 2020

Cara Piattaforma riformista



Editorial

Le changement : malédiction et bénédiction

La peur n'est jamais une bonne conseillère.

Chers lecteurs et lectrices

Les derniers mois nous ont affectés personnellement ainsi que modifié notre environnement. J'espère que vous-même et vos proches allez bien et que vous avez pu retourner à votre "nouveau" quotidien.

La pandémie du Coronavirus pose également des défis majeurs à notre économie. Il ne se passe pas un jour sans que les médias ne parlent des entreprises et de leurs difficultés financières. Leur existence même est souvent menacée. Ce qui est frappant, c'est que ces messages concernent le plus souvent les grandes entreprises. Mais qu'en est-il des PME - et plus particulièrement des PE ?

Certes, la Confédération offre un soutien financier par le biais de diverses mesures et de nombreuses banques accordent des prêts de manière simple. Cependant, ces mesures ratent le groupe cible des PME et ne correspondent pas à leurs besoins. Certes, les prêts bancaires garantis par la Confédération constituent une aide rapide et nécessaire; cependant ils représentent un danger supplémentaire. Dans ces conditions, le niveau de liquidités devrait s'aggraver et risque de rester problématique à long terme. Dans l'intervalle, de nombreuses entreprises ont adapté leur modèle d'affaire aux nouvelles conditions-cadre. Le chômage partiel est utile, mais à moyen et long terme, ce n'est pas non plus une solution.

Pour moi, la question du chômage partiel pose directement la question des intérêts des salariés. Leur représentation par les syndicats ou les commissions paritaires dans les PME est notoirement faible. Comme l'a montré la politique de ces dernières années, l'accent est mis principalement sur les grandes entreprises et néglige les PME, qui fournissent pourtant la moitié des emplois en Suisse. Quand, si ce n'est maintenant, est-il temps de repenser la situation et d'agir ? L'adaptation des réglementations à la taille des entreprises, la flexibilisation sociale du droit du travail, la facilitation de la création d'entreprises et la mise en place de médiateurs régionaux pour les salariés sont des revendications plus que jamais d'actualité. Les nouvelles formes de travail résultant de la numérisation doivent également être prises en compte. La filet de protection sociale est également nécessaire pour ces employés. Je voudrais à ce titre vous rappeler notre prise de position sur les **PME**.

Ce ne sont pas seulement les PME qui sont en difficulté, mais aussi le secteur des arts et de la culture. En avril, la Confédération a mis en place un programme d'aide de 280 millions de francs pour les personnes travaillant dans le secteur culturel, mais les fonds ne sont mis que lentement à disposition. Le statut des artistes indépendants doit être clarifié. Il est insoutenable que beaucoup d'entre eux passent actuellement entre les mailles du filet ou ne puissent être soutenus qu'avec de petites sommes d'argent. Il est urgent de trouver une solution à ce problème, par exemple une sorte de système de sécurité sociale pour artistes. Je considère également la crise comme notre chance de changer le système culturel suisse sur le long terme. Ce que tous les domaines ont en commun : Comme sous une loupe, les défis et les problèmes deviennent visibles et nous obligent à agir.

Mais où que l'on regarde, l'être humain doit à mon sens être situé au centre de notre attention. Ceci concerne surtout les personnes qui se trouvaient en situation précaire avant le Covid-19 et qui se trouvent maintenant au chômage partiel ou complet ou ont perdu un emploi complémentaire. La crainte d'une deuxième vague se fait sentir. Nombreux sont ceux qui considèrent qu'un deuxième lock down est peu probable. Or cela dépend de notre comportement individuel ! Continuons à faire preuve de solidarité, à adhérer au concept actuel de protection de l'OFSP et à prendre la responsabilité de sortir ensemble plus forts de cette situation.

„Nous ne pouvons pas changer le vent, mais nous pouvons modifier la voileure.“ Aristote

Le PS est également confronté à de grands changements ! Après de nombreuses années, Christian Levrat transmettra la présidence du parti à ses successeurs Mattea Meyer et Cédric Wermuth lors du congrès du parti le 17 octobre prochain. Je tiens à remercier Christian pour ses nombreuses années d'engagement. Afin de garantir la poursuite et le développement harmonieux de la coopération au sein du

parti, des pourparlers ont eu lieu avec le groupe parlementaire pour examiner les possibilités de prendre en compte l'étendue et la diversité du parti. La plateforme réformiste doit continuer à se positionner clairement et à se développer en complément du parti. Dans l'interview dans ce bulletin, les deux futurs co-présidents commentent ce point. Nous nous réjouissons de travailler avec eux et leur souhaitons beaucoup de force et de persévérance dans leurs nouvelles fonctions !

Avec mes meilleurs messages et restez en bonne santé!

Yvonne Feri, Conseillère nationale, Wettingen (AG)



L'engagement envers le PS est crucial

Interview avec Cédric Wermuth et Mattea Meyer, candidat et candidate pour la présidence du PS Suisse

Mattea Meyer et Cédric Wermuth prendront, probablement, conjointement la présidence du PS Suisse le 17 octobre prochain. Mattea et Cédric sont jeunes, vivent dans les cantons d'Argovie et de Zurich, sont tous deux parents, ont fait très tôt de la politique leur profession et ont tous deux leurs racines dans les jeunesses socialistes - Cédric en tant que président et Mattea en tant que vice-présidente des jeunesses socialistes (JUSO Suisse). C'est sur ces bases qu'ils ont fait de la politique jusqu'à présent. Engagés et marqués à gauche. Comment les futurs co-présidents voient-ils à présent le rôle de la plateforme réformiste ? Nous le leur avons demandé.

Quelle est votre position sur la plateforme réformiste - l'aile sociale libérale au sein du PS ?

Mattea Meyer: Le PS est fort lorsque nous avons de vrais débats et que nous apportons différents points de vue de manière ouverte et transparente. La plateforme réformiste est une contribution au débat interne du parti.

Cédric Wermuth: Les partis sociaux-démocrates des pays voisins comportent des groupes internes au parti. Je me réjouis beaucoup de voir des camarades se réunir, travailler sur des positions et faire des propositions sur le contenu. Par contre je suis convaincu que les discussions abstraites sur qui sont les meilleurs sociaux-démocrates ne servent à rien. La discussion doit se faire sur la base de propositions concrètes. Par exemple, j'ai lu avec intérêt les documents de travail de la plateforme réformiste.

Mattea Meyer: Cela devient problématique lorsque le débat sur ce qu'on appelle un combat entre ailes du parti devient le centre du débat politique, plutôt que les questions factuelles. Cela peut être attrayant pour les médias, mais pas pour le parti. J'ai du mal avec une division entre "pragmatique, capable de compromis" et "idéologique, impersonnel". Cela ne correspond pas à la réalité telle que je la vis. J'ai moi-même besoin d'une boussole de valeurs pour mon travail politique - pour trouver des solutions pragmatiques dans des cas concrets, comme c'est actuellement le cas pour des milliers d'indépendants et de PME qui sont au bord de la faillite à cause de la pandémie de Coronavirus.

Cédric Wermuth: Le PS Suisse a une large assise en termes de personnel. J'ai passé 15 ans à faire de la politique aux côtés de Pascale Bruderer en Argovie. Nous avons tous deux toujours vécu ce large spectre de positions comme une force du parti. Des positions différentes ont toujours existé - et continueront à exister. Cela fait partie de l'ADN du parti social-démocrate. Cependant, nous avons le sentiment que l'espace de débat au sein des partis est devenu plus restreint et s'apparente immédiatement à un conflit. Or, notre objectif est de mener des mener et promouvoir des discussions.

Y a-t-il à votre avis des lignes rouges pour ces débats?

Cédric Wermuth: Bien sûr, il existe différentes positions sur la réforme de l'impôt sur les sociétés III ou sur la question de l'âge de la retraite à 65 ans. Mais il y a un consensus sur la question de savoir si nous voulons renforcer l'AVS ou si une plus grande justice fiscale est nécessaire. Plus de justice, plus de liberté, plus de solidarité - voilà ce qui nous définit en tant que sociaux-démocrates.

Mattea Meyer: Le modèle fiscal 17 est un bon exemple. Nous nous sommes battus pour un non sur ce point. Comme vous le savez, nous avons perdu à la réunion des délégués du PS. Le même jour, nous nous sommes assis avec les partisans et avons formulé ensemble un manifeste de politique fiscale. Parce que nous étions conscients que nous partagions un objectif commun et que nous n'étions en désaccord que sur la voie à suivre. Ce moment unificateur a été important pour les discussions futures. C'est sur ce mode opératoire que nous voulons continuer à fonctionner dans les cas de différents qui nous attendent.

Cédric Wermuth: L'important est de ne pas se laisser monter les uns contre les autres. Un débat public sur le contenu est essentiel, mais pas via le biais des médias.

Comment gérez vous le fait que les membres du PS, membres d'exécutifs, travaillent d'une manière à première vue assez éloignée des positions de la base?

Cédric Wermuth: Nos conseillers d'Etat font souvent un très bon travail, le plus souvent dans un rôle minoritaire au sein d'un gouvernement à majorité bourgeoise. Les membres du parti et ceux d'un exécutif ont des rôles et des tâches différents. Le parti n'est pas le bras exécutif des membres d'un gouvernement et vice versa. Ce que nous voulons à ce titre est de renforcer le dialogue régulier.

Mattea Meyer: ... et clarifier encore et encore les rôles. Nous avons des personnes de très haut niveau dans les gouvernements cantonaux et communaux. Nous aimerions les impliquer plus fortement en faveur du PS.

Le PS perd des voix dans les campagnes et les agglomérations tout en dominant dans les grandes villes. Comment pouvons-nous persuader d'avantage nos concitoyens?

Mattea Meyer: ... en montrant ce que les gens reçoivent en retour quand ils votent PS. Pouvons-nous faire en sorte que les solutions sociales-démocrates soient considérées comme des solutions qui améliorent la vie des gens ? Nous pouvons ici nous inspirer des succès remportés dans les villes de gauche: places de crèches abordables, quartiers à circulation réduite, qualité de vie élevée.

Cédric Wermuth: Il n'y a pas d'avenir pour le PS uniquement dans les villes. Durant mon mandat de coprésident du PS du canton d'Argovie, nous avons pu gagner du terrain dans de nombreuses petites et moyennes villes et sommes devenus la force politique la plus importante. Le vieux contraste ici dans les villes - là dans la campagne ne fonctionne pas dans les agglomérations. Ce qui est important, c'est de savoir qui défend les gens, où qu'ils vivent et quoi qu'ils fassent. C'est, par exemple, le PS au Parlement fédéral qui développe et met en œuvre des solutions pour les indépendants et les PME, tandis que les partis pro-entreprises laissent les micro et petites entreprises à la merci de la faillite. Nous n'avons jamais compris pourquoi le PS ne se concentre pas également sur ce point, et nous trouverions important d'aider à construire un réseau de PME de gauche au sein du PS et ceci sans négliger, d'ailleurs, la grande majorité des salariés classiques. Par exemple, nous devons mettre fin à la précarité du travail et trouver des solutions pour que les travailleurs indépendants soient également protégés par la sécurité sociale.

Comment voyez-vous la situation lorsqu'un élu, homme ou femme, ne se sent plus à l'aise au sein du PS et quitte le parti ?

Mattea Meyer: Chacun d'entre nous doit répondre à la question : est-ce que je veux continuer à appartenir à la famille politique du PS ? Il s'agit de décisions individuelles, qui heureusement restent isolées et trouvent peu d'imitateurs. Le sentiment d'appartenance à notre famille politique est fortement ancré dans l'esprit du plus grand nombre de nos membres.

Cédric Wermuth: Pour moi, il y a une règle claire. Toute critique est permise, mais ce qui n'est pas admissible c'est de menacer de démissionner du parti ou de demander à quelqu'un de démissionner. Après tout, nous sommes une famille politique. Personnellement, j'attends qu'en tant qu'élu, vous puissiez participer au débat, au bon endroit, à savoir au sein du parti. Ce qui n'est pas admissible : se faire élire avec le soutien du parti et ensuite démissionner. C'est contraire aux principes et surtout indécent envers tous les membres qui, avec un grand dévouement, rendent possibles de telles campagnes électorales surtout pendant leur temps libre.

L'interview de Mattea Meyer et de Cédric Wermuth a été conduit mi-septembre par Barbara Nyffeler à Berne.



Position de la plateforme réformatrice du PS sur l'accord-cadre institutionnel avec l'UE (InstA)

De Daniel Jositsch, Conseiller aux Etats, Stäfa ZH

La Plateforme réformatrice soutient la voie bilatérale et aimerait la développer et l'approfondir. Par conséquent, la Plateforme réformatrice est de l'avis que l'InstA doit instamment, et prochainement, être conclu avec l'UE étant donné qu'il s'agit là de la seule voie capable de garantir des relations stables et sur le long-terme avec notre partenaire commercial le plus important. Cet accord est la condition indispensable à l'amélioration de nos relations avec l'UE et au développement d'accords sectoriels. La négociation d'accords sectoriels étant impossible sans passer par l'InstA.

La conception matérielle et formelle des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes constitue l'un des principaux points de discordance qui empêchent actuellement la conclusion de l'InstA. Notre position est fondée sur l'analyse que l'UE n'est pas animée par la possibilité d'infliger des sanctions, mais par la recherche de dispositions homogènes. Que sur le plan national d'aucuns ont tendance à prétendre parfois le contraire ne change rien à ce fait. Les deux autres différences centrales concernent la citoyenneté européenne et les subventions (cantonales). A cet égard, l'attitude de l'UE à l'égard de la Suisse doit être clarifiée et ceci même si la directive sur la citoyenneté de l'UE ne fait notoirement pas l'objet de l'InstA. Cela dit, les adaptations des mesures d'accompagnement prévues dans l'InstA sont susceptibles de poser des défis autrement plus importants.

En effet, la libre circulation des personnes provoque une pression salariale importante sur le marché du travail et conduit à pousser une partie de la population de notre pays hors du marché. En particulier, la mise à l'écart des plus de 50 ans est un fait avéré qui augmente l'aversion de la population envers la politique migratoire.

La Plateforme réformatrice est fermement convaincue que les mesures de protection salariale (FlaM) qui l'accompagnent, telles que déjà ancrées dans la législation nationale en rapport avec les Accords bilatéraux I, doivent être maintenues tel quel.

Pour toutes ces raisons, à la suite du rejet de l'initiative de plafonnement le 27 septembre 2020, la Plateforme réformatrice fait la proposition suivante pour permettre la conclusion de l'InstA:

Le Conseil fédéral est appelé à négocier un amendement de l'InstA avec l'UE afin de garantir le maintien du « statu quo » ou « stand still » des mesures de protection des salariés sur le marché du travail dans les futures évolutions des dispositions légales ancrées sur le droit international (la forme nécessaire restant ouverte). Ce «statut quo / stand still» signifie que l'évolution dynamique du droit reste possible, mais que par rapport à l'état au moment de la signature de l'accord, le niveau qualitatif des mesures de protection ne pourra pas être affaibli. En d'autres termes, si l'UE décidait de mesures de protection meilleures et entrant dans le champ d'application des mesures d'accompagnement FlaM, alors celles-ci seraient automatiquement reprises. En revanche, dans le cas contraire, notre droit national n'aurait pas à reprendre une éventuelle détérioration des standards de protection.



Assurer le service public de la Poste - si nécessaire en privatisant partiellement PostFinance

De Matthias Manz, Directeur de la plateforme réformatrice, Aarau

En quelques années seulement, PostFinance est passée du statut de générateur de cash à celui d'enfant à problèmes de la Poste. PostFinance est bridée par la loi et ne peut placer les dépôts de ses clients que dans des titres. Or, il n'est à notre époque guère possible de gagner de l'argent avec ce type d'investissements. Il est donc urgent que PostFinance puisse

également utiliser l'argent qu'elle gère sous forme de prêts et d'hypothèques. PostFinance doit devenir une banque normale opérant en Suisse à l'instar des banques cantonales. En tant que propriétaire, la Confédération doit couvrir les fonds propres requis par une garantie de capital. À moyen et long terme, ces fonds propres peuvent être levés sur le marché des capitaux par le biais d'une privatisation partielle, comme dans le cas de Swisscom. Toutefois, la Confédération doit conserver une participation majoritaire. La plateforme réformiste a émis cette position dans sa réponse au processus de consultation du Conseil fédéral.

Il y a quelques années encore, PostFinance, une filiale de La Poste SA, était le principal pilier financier du groupe postal. Elle se heurte de plus en plus à des difficultés. Les dispositions légales restrictives lui interdisent de gérer les sommes d'argent qu'elle gère, qui s'élèvent à environ 120 milliards de francs suisses, sous forme d'hypothèques et de prêts. Elle n'est autorisée à investir que l'argent qui lui est confié, ce qui signifie que trop peu d'argent peut être gagné à l'époque actuelle de faibles taux d'intérêt. Les revenus chancelants de PostFinance menacent l'ensemble du groupe postal et donc une partie importante du service public en Suisse. Une solution viable doit être mise en œuvre rapidement afin de débloquer un dossier politique trop longtemps figé.

La plateforme réformiste exige donc une révision de la loi sur l'organisation postale afin que le modèle d'affaires de PostFinance puisse être adapté aux nouvelles conditions.

- A l'avenir, PostFinance devrait pouvoir accorder des prêts et des hypothèques. A l'instar des banques cantonales, elle deviendrait ainsi une banque opérant en Suisse avec un propriétaire étatique.
- La Confédération devrait pouvoir fixer des lignes directrices pour sa banque dans son mandat de prestations (objectifs stratégiques), par exemple pour les prêts dans le domaine de la protection du climat, le traitement des données des clients et les droits des employés (convention collective de travail).
- En tant que propriétaire, la Confédération devra couvrir les fonds propres nécessaires et encore manquants de PostFinance au moyen d'une garantie de capital. La loi sur l'organisation postale doit être modifiée à cette fin. La garantie de capital doit être remboursée à la Confédération afin d'éviter toute distorsion de concurrence.
- Pour que la modification de la loi sur l'organisation postale puisse être adoptée rapidement, la plateforme réformiste soutiendrait et aiderait à privatiser partiellement PostFinance si nécessaire, à l'instar de ce qui a été fait avec succès avec Swisscom. Toutefois, une privatisation partielle ne peut être envisagée qu'à moyen ou long terme, une fois que PostFinance se sera établie avec succès sur le marché des capitaux et des hypothèques et qu'elle pourra convaincre les investisseurs privés de s'engager financièrement.

Compte tenu du volume important du marché hypothécaire et du fait que PostFinance ne constituera que progressivement son portefeuille, il n'y a aucun risque que l'entrée de PostFinance sur ce marché le déstabilise.

Si vous ne voulez plus recevoir nos e-mails (info@reform-sp.ch), vous pouvez vous désabonner **ici** sans frais.

info@reform-sp.ch